

Cette Algérie que certains veulent détruire alors que près de 250 000 universitaires sortent de l'université chaque année. Nous sommes le seul pays qui a réglé en 20 ans ses problèmes d'eau. 17 barrages en réserve. Nous sommes leaders en dessalement de l'eau de mer. Oran buvait de l'eau saumâtre. Alger bénéficie aujourd'hui de l'eau 24 sur 24... L'habitat s'intègre dans ce développement global : eau, routes, enseignement, etc. Nous avons fait témoigner l'UE, le Pnud et ils sont très élogieux de ce qui se passe ici. Sans flagornerie, sans flatterie. Il y a des gens qui se sentaient obligés de dire «ils n'ont rien fait», c'est leur problème. Le peuple sait ce qui se passe... Un jour tout cela apparaîtra.

Des formules mises en place (AADL, Agence pour l'amélioration et le développement du logement, LSP, logement social participatif, LPP – logement public promotionnel), quelle est celle qui a reçu le plus d'engouement des souscripteurs et celle qui a eu peu ou pas d'intérêt auprès de la population et pourquoi ?

Le plus d'engouement a été pour le logement social. L'Algérien est habitué à cette formule. Au départ, il y a eu beaucoup de problèmes, notamment les doubles attributions dues alors à l'absence de fichiers. Depuis qu'il y a le fichier informatisé, vous avez sûrement constaté par vous-même qu'il n'y a plus de coupures de route, parce que les citoyens savent très bien que ne prennent un

logement social que ceux qui n'en ont pas et qui répondent aux critères. La nouveauté, c'est le fichier. L'engouement vient de la classe moyenne, c'est-à-dire pour la formule AADL. Un pays ne peut être stabilisé par les extrêmes, les très très pauvres et les très très riches. Il y a une classe moyenne en Algérie et l'Algérie a toujours été un pays de classe moyenne. Lorsque j'ai introduit l'AADL en 2002, cela est parti d'une discussion avec Monsieur le Président sur le fait qu'il n'y avait que le logement social. Les critères d'accès à ces logements devenaient de plus en plus durs et, à côté, rien d'autre pour une grande partie de la population constituée de la classe moyenne. Or, cette tranche de la population a été laminée par la crise de 86-87. Beaucoup de cadres ont été licenciés conséquemment aux restrictions du FMI ; il y a eu ensuite la période noire dont le plus fort prix a été payé par la classe moyenne et la population des zones rurales : journalistes, enseignants, chercheurs... De cette période, l'on est sorti avec la volonté et la liberté de faire des promoteurs. La rareté aidant la spéculation, la classe moyenne ne pouvait prétendre au logement alors que c'est elle qui gère le pays à tous les niveaux et tant dans le secteur public que privé. C'est de ce constat que le programme AADL a été lancé avec, au départ, 22 000 logements, puis 55 000 et puis un hiatus. Le programme s'est arrêté, pour reprendre quelque temps après parce qu'il n'y avait pas d'autres solutions : un logement plus

que décent ; vous versez un minimum et vous avez 25 ans pour régler. C'est la formule idoine. Mon souhait est de perpétuer cette formule. C'est vrai que les ressources de l'Etat...

Nous reviendrons, si vous le voulez bien, à la question des ressources de l'Etat. Vous avez dit, il n'y a pas longtemps, que seulement 155 000 logements sociaux locatifs sur les 571 000 mis en service avant 2004 ont été cédés à leurs occupants. Où en est l'étude que vous auriez entreprise pour tenter de régler ce problème ?

C'est une opération que nous avons initiée aussi en 2002 sur instruction du président de la République. Avec le concours du ministère des Finances, nous avons lancé cette opération par la mise à disposition d'une partie du parc locatif de l'Etat. 580 000 logements de l'époque. Il y a eu ensuite des péripéties. Certains des décrets émis alors par mes prédécesseurs n'étaient pas réalistes. Les prix notamment étaient prohibitifs. Nous avons alors rétabli les prix à leur valeur normale en déduisant de ce prix les loyers perçus jusqu'alors. Nous avons ensuite établi des réductions en fonction des zones. Notre souhait était alors de faire des opérations de revolving sans toucher au Trésor public. Ça ne marchait toujours pas. Un nouveau diagnostic nous a fait découvrir qu'il y avait une confusion entre cession de biens de l'Etat et cession de biens locatifs OPGI et qu'une seule et même commission traitait des deux. Nous avons rectifié le tir il y a 4 à 5 mois avec un nouveau décret qui supprime la commission de daïra et nous avons laissé une relation directe entre le locataire, l'OPGI et les Domaines qui établissent le prix de cession selon la typologie existante de ces biens et délivrent alors l'acte de cession. Le programme s'est ralenti parce que certains n'étaient pas les primo-acquéreurs ; beaucoup avaient des actes notariaux illégaux alors que les notaires n'ont absolument pas le droit de fournir de tels actes.

Vous avez beaucoup de cas de ce type ?

Le recensement exact est très difficile à faire dans certaines cités où les membres de la commission OPGI se font agresser. Nous sommes toutefois arrivés à 140 000 cas avérés mais nos estimations sont plus élevées, de l'ordre de 250 000. Nous avons étudié cette question au gouvernement qui a installé une commission formée par le ministre de l'Intérieur, celui des Finances, de la Justice et de moi-même.

Nous sommes arrivés au fait que si, antérieurement, en cas de décès du bénéficiaire, le logement revenait aux parents directs, ascendants ou descendants, il fallait aujourd'hui l'étendre et l'élargir au lien familial large. Toutefois, et dans ces cas d'élargissement, les concernés n'étant pas les primo-occupants, ils ne bénéficieront pas des déductions des loyers payés. Dans d'autres cas, il s'agit de logements cédés en sous-main.

Légaliser dans ce cas, c'est légaliser la triche, la spéculation... Ne pas légaliser, c'est ne plus jamais vendre ces logements. Même les petits-enfants de ces citoyens pourraient être expulsés à terme.

Nous en sommes là et je pense que d'ici la fin du mois, le gouvernement aura pris une décision. Pour ce qui me concerne, très sincèrement, je souhaite que l'on tranche en faveur de la cession, du moment que c'est un occupant qui l'occupe avec ses enfants et quand il

achète le logement, on aura réglé le problème.

Vous venez d'être interpellé par un député d'Ennahdha sur les problèmes d'ascenseurs nombreux en panne depuis longtemps et qui contraignent les citoyens à l'ascension à pied de souvent plus de dix étages. L'on vous reproche d'avoir opté dans l'achat de ces équipements pour une entreprise espagnole, la moins-disante, et ainsi de privilégier le coût, au détriment de la sécurité des citoyens. Que répondez-vous ?

Je reconnais effectivement ce problème dont j'ai hérité. C'est une vieille histoire. Ce sont des ascenseurs achetés il y a 15 ans. Le marché a été confié à un assembleur. Toujours est-il que lorsque j'ai repris le ministère, il y avait 900 ascenseurs en panne sur un total de 1 400 existants. L'on s'est tout de suite mobilisés pour résoudre ce problème difficile parce qu'il n'y avait pas un seul interlocuteur, pas une seule marque. Nous avons trouvé des palliatifs en remplaçant certains ascenseurs. Il y a eu certains cas d'incivisme aussi. L'ascenseur n'est pas fait pour transporter des meubles, des briques, du ciment...

Des cas d'incivisme il y en a certainement, mais n'y a-t-il pas une tendance au sein de l'exécutif et dans différents domaines à tout mettre sur cet incivisme qui expliquerait toutes les tares ? Vous avez eu à évoquer vous-même «l'absence de la culture de l'ascenseur»

Oui, je maintiens. Nous n'avons pas cette culture.

Mais c'est à vous de leur apprendre, non ?

L'on essaye de leur apprendre. Pour ce qui me concerne, même si je n'étais pas là au début, je pense qu'il aurait fallu mettre des préposés aux ascenseurs, quitte à faire payer la prestation au SMIG. Maintenant, nous sommes en train de passer des contrats de réparation pour tous nos ascenseurs avec une entreprise de fabrication d'ascenseurs française qui a créé une société de réparation. En attendant, nous avons la société Immogest, une filiale de l'AADL qui avait été créée pour la gestion des cités, mais qui n'entretenait rien et, de plus, elle était budgétivore et n'entretenait qu'elle-même. Aujourd'hui, elle reprend un peu d'activité. En vérité, le problème des ascenseurs est l'arbre qui cache la forêt, car les difficultés sont plus larges et se situent dans la gestion de la cité dans sa globalité : les espaces communs, les espaces verts, etc. J'ai lancé plusieurs appels d'offres pour essayer d'avoir des personnes qui créent des entreprises de gestion. Ça s'installe, mais très timidement. J'ai promis aux jeunes de les envoyer en stage à Barcelone, Marseille ou Montpellier, dans les villes dotées de cités du genre pour qu'ils apprennent à gérer. Ces jeunes peuvent facilement assimiler les approches faites ailleurs et c'est ainsi que nous avons utilisé les jeunes de l'Ansej. A mon grand étonnement, nous avons détecté des paysagistes et noté avec satisfaction la présence de femmes qui se sont constituées en entreprises de 5 à 10 femmes qui entretenaient des bâtiments, des ministères comme nous avons aussi trouvé des jeunes employés précédemment dans des entreprises d'ascenseurs.

Quelle approche et quel programme, s'il y en a un, contre la construction anarchique par les privés ?



Photo : Samir Sid

Le minaret de la Grande Mosquée toujours en chantier.